



Conseil économique et social

Distr. générale
28 septembre 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat consacré aux affaires humanitaires

Compte rendu analytique de la 39^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 21 juin 2018, à 10 heures

Président : M. Matjila (Vice-Président) (Afrique du Sud)

Sommaire

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire
et secours en cas de catastrophe (*suite*)

*Table ronde de haut niveau sur le thème « Renforcer les capacités locales
pour réaliser des résultats durables et renforcer la résilience locale :
contribution de l'action humanitaire »*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie), M. Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (suite) (A/73/78–E/2018/54)

*Table ronde de haut niveau sur le thème
« Renforcer les capacités locales pour réaliser des résultats durables et renforcer la résilience locale : contribution de l'action humanitaire »*

1. **Le Président** déclare que le système international d'aide humanitaire s'est parfois trouvé pris de vitesse et n'a pas toujours su faire preuve de la souplesse nécessaire pour adapter les dispositifs et les financements aux capacités croissantes des acteurs régionaux, nationaux et locaux. L'action internationale doit reposer sur une bonne compréhension des capacités et des insuffisances majeures en matière d'intervention qui existent au niveau local. Elle doit être prévisible, durable et adaptée au contexte.

2. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence), animatrice de la table ronde, indique que la localisation a pris de l'importance, en particulier depuis le Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu en 2016. Les organisations humanitaires internationales commencent à resserrer les liens de collaboration avec les acteurs nationaux et locaux et à accroître la notoriété et les moyens financiers de ces derniers. Cependant, elles attendent encore trop souvent que l'action nationale et locale s'adapte à l'action internationale plutôt que l'inverse. L'animatrice espère que la table ronde apportera des éclairages sur les moyens de se familiariser avec les structures d'action nationales et locales avant une crise, d'adapter les structures de coordination, le financement et la programmation au contexte et aux capacités locales dès les premières étapes de l'intervention, de mettre la dynamique de dépassement du clivage entre action humanitaire et aide au développement au service du renforcement à long terme des systèmes d'intervention locaux, et de reproduire les bonnes pratiques des pays qui s'entraident pendant les crises.

3. Les délégations souhaitant poser des questions aux intervenantes ou voter en faveur de telle ou telle question peuvent le faire sur une plateforme de questions-réponses en ligne, sachant que les questions ayant recueilli le plus de voix auront le plus de chances d'être traitées. S'adressant à la première intervenante, la Secrétaire générale du Croissant-Rouge afghan,

l'animatrice demande quels enseignements peuvent être tirés de l'expérience afghane concernant l'appui à l'autonomisation des systèmes locaux et comment les acteurs internationaux peuvent contribuer au mieux aux programmes administrés aux niveaux national et local.

4. **M^{me} Mobarez** (Secrétaire générale du Croissant-Rouge afghan), intervenante, explique que le Croissant-Rouge afghan est l'une des premières organisations humanitaires à avoir vu le jour en Afghanistan. C'était à l'origine un organisme public, mais il fonctionne depuis longtemps en toute indépendance. L'adhésion de l'organisation aux sept principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lui a permis de maintenir son unité et de gagner et de conserver la confiance des acteurs aussi bien étatiques que non étatiques. Le Croissant-Rouge afghan mène son action en collaboration avec l'État et se rend là où ce dernier ne peut plus aller, assurant le fonctionnement de dispensaires mobiles dans la province du Kandahar et administrant des vaccins contre la poliomyélite dans les territoires rebelles, y compris ceux qui sont contrôlés par l'État islamique d'Iraq et du Levant. En vertu d'un accord conclu avec l'État, l'organisation soigne également les patients atteints de maladies cardiaques congénitales.

5. N'étant pas financé par les pouvoirs publics, le Croissant-Rouge afghan compte sur de nombreuses sources, parmi lesquelles figurent les États étrangers et la finance sociale islamique. Le financement islamique consiste majoritairement en des *awqaf* (dotations), grâce auxquelles l'organisation exploite des affaires génératrices de revenus qui lui permettent de financer un bon nombre de ses activités. Conscient de ses forces et de ses faiblesses, le Croissant-Rouge afghan demande de l'aide quand il en a besoin. Il a été en mesure de construire un hôpital, par exemple, mais il a fait appel à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour la création des capacités et la constitution des effectifs. En effet, l'organisation n'a pas les moyens d'embaucher les Afghans diplômés d'universités étrangères qui souhaitent s'établir dans le pays pour le transformer. L'intervenante remercie ses partenaires internationaux d'employer cette main-d'œuvre compétente à sa place et de lui apporter leur concours dans bien d'autres domaines. Tout espoir n'est pas perdu en Afghanistan, où elle, une femme, est à présent considérée comme un partenaire de confiance par tous ses interlocuteurs. Toutefois, le Croissant-Rouge afghan continuera d'avoir besoin de l'aide de ses partenaires. Afin de répondre à leurs exigences en matière de responsabilité et de transparence, l'organisation réforme actuellement sa structure et son mode de gestion, notamment en

mettant en place un progiciel de gestion intégré qui lui permettra de mieux suivre l'affectation des ressources.

6. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence) demande à l'intervenante suivante, la Directrice générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, quelles autres mesures peuvent être prises pour que les organisations internationales qui reçoivent des fonds adoptent des démarches qui viennent compléter les capacités et renforcer la prestation de services aux niveaux national et local plutôt que de s'y substituer.

7. **M^{me} Pariat** (Directrice générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes), intervenante, dit que l'Union européenne se félicite des mesures mises en place par les signataires du Grand Bargain on humanitarian financing (pacte relatif au financement de l'action humanitaire) pour honorer l'engagement qu'ils ont pris de localiser davantage l'aide, ainsi que du nombre toujours plus grand d'organisations de la société civile qui rejoignent le Network for Empowered Aid Response, réseau d'organisations nationales défendant la localisation de l'aide, auquel l'Union européenne contribue. Les donateurs peuvent grandement concourir à faire avancer davantage la localisation en investissant dans les capacités locales et en rattachant leur aide à de grandes priorités telles que la préparation, l'action rapide et la résilience. Le financement devrait reposer sur des plans à long terme convenus avec les acteurs locaux, ce qui suppose d'engager un dialogue et de se pencher sur les questions d'adhésion et de confiance.

8. Responsables de l'argent du contribuable, les donateurs ont le devoir de veiller à ce que leurs dons finissent entre de bonnes mains. C'est pourquoi il importe d'être transparent sur la manière dont les fonds sont versés, par l'intermédiaire d'organisations internationales, à des milliers d'entités locales. Il est entre autres possible d'améliorer la transparence en renforçant les fédérations internationales comme la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui font le lien avec leurs membres locaux.

9. La localisation peut être facteur de résilience dans les zones de conflit, comme en Afghanistan, mais aussi dans les pays sujets à des catastrophes, comme Haïti, où les progrès réalisés dans les domaines de la préparation aux catastrophes et de l'intervention en cas de catastrophe ont contribué à limiter les ravages causés par l'ouragan Matthew. Il a toutefois fallu de nombreuses années pour accomplir ces progrès, les

efforts dans ce sens s'inscrivant dans la durée, que ce soit en Haïti ou ailleurs.

10. De par son caractère intersectoriel, la localisation se heurte aux modèles de financement et de partenariat prévalant actuellement, qui s'articulent autour de projets, et gagnerait à ce que soit adoptée une démarche plus globale. Par ailleurs, il faut que les donateurs parviennent à mieux cerner les obstacles qui empêchent les organisations non gouvernementales (ONG) locales et les entités nationales de devenir les principaux intervenants humanitaires, ce qu'ils ne peuvent faire qu'en instaurant un dialogue d'égal à égal avec les acteurs nationaux et locaux. Il faut également associer ces derniers à l'évaluation des risques et à l'élaboration de stratégies d'intervention d'urgence, de reprise des activités et de développement, autrement dit s'orienter vers des prestations prospectives, adaptées au contexte et adaptables, qui s'inscrivent dans le cadre du relèvement et du développement durables. Les donateurs doivent être en mesure de proposer de nouvelles formes d'intervention et davantage d'offres d'assurance, d'obligations catastrophes et de solutions permettant d'amortir les chocs. La mise en œuvre de solutions plus conformes aux exigences de résilience suppose d'évaluer les besoins, que les partenaires locaux connaissent mieux que les donateurs, et de sortir des sentiers battus. L'Union européenne se tient prête à apporter sa contribution.

11. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence) demande à l'intervenante suivante, la Cheffe des opérations du Département sud-africain des relations internationales et de la coopération, d'expliquer comment l'African Renaissance and International Cooperation Fund (fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale) a appuyé la production agricole locale et l'utilisation des cultures vivrières locales afin de nourrir des populations sur l'ensemble du continent africain.

12. **M^{me} Mathlako** (Cheffe des opérations du Département sud-africain des relations internationales et de la coopération), intervenante, explique que l'African Renaissance and International Cooperation Fund vise notamment à fournir une aide humanitaire. Les projets humanitaires sont conçus de façon à profiter tant à la population sud-africaine qu'à leurs bénéficiaires. Ainsi, pour apporter une aide alimentaire aux femmes et aux enfants en situation précaire au Lesotho et en Eswatini, le fonds a aidé les petits propriétaires pratiquant une agriculture de subsistance et les meuniers sud-africains à améliorer la qualité de leurs cultures et de leurs farines pour qu'ils puissent les exporter par l'intermédiaire du Programme alimentaire

mondial (PAM), et les agriculteurs à diversifier leur production. Le projet a ainsi permis de fournir une aide humanitaire à des pays voisins, ce dans le respect de leur dignité, et de développer parallèlement les économies locales sud-africaines.

13. Les partenariats avec les organisations internationales et les acteurs locaux sont de la plus haute importance. Dans le cadre des projets menés au Lesotho et en Eswatini, le fonds a coopéré avec le PAM et il travaille actuellement en collaboration avec la Croix-Rouge au Sahara occidental. Au Soudan du Sud, il entend coopérer avec les communautés religieuses des églises et des mosquées locales pour apporter une aide alimentaire aux personnes déplacées ayant rejoint Djouba, car ces communautés connaissent mieux que quiconque la situation sur place et sont en mesure de porter assistance aux personnes déplacées sans heurter leur dignité. Le fonds renforcera leurs capacités afin qu'elles puissent continuer de répondre aux besoins et de fournir l'aide nécessaire après le départ des acteurs internationaux.

14. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence), présentant l'intervenante suivante, la Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council (conseil fidjien pour la résilience des entreprises face aux catastrophes), explique que cet organisme contribue à renforcer la résilience des entreprises en offrant au secteur privé un interlocuteur unique aux fins de la coopération avec l'État et avec le système d'action international. Elle demande ensuite à l'intervenante comment le système international peut mieux apprécier les capacités du secteur privé avant une crise et quels changements les structures internationales peuvent entreprendre pour accorder au secteur privé un plus grand rôle dans les actions d'urgence.

15. **M^{me} Hunter** (Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council), intervenante, explique que le Council est né d'un partenariat établi avec le secteur privé et le Gouvernement fidjien dans le cadre de l'initiative « Connecting Business » en réponse au manque de coordination et d'efficacité des secours au lendemain du cyclone tropical Winston. Le Council remercie le Bureau de la reconstruction et de l'assistance humanitaire et le Programme des Nations Unies pour le développement d'avoir appuyé ce projet, qui offre au secteur privé un espace où établir des liens avec des organismes publics et des acteurs non gouvernementaux, apprendre à parler leur langue et unir ses forces aux leurs pour aller de l'avant.

16. Dans la région du Pacifique, le secteur privé est composé à 85 % de petites et moyennes entreprises.

Celles-ci, qui sont particulièrement exposées aux catastrophes, jouent un rôle essentiel au sein des petites collectivités et dans les chaînes d'approvisionnement régionales. Plus de 80 % d'entre elles n'étant pas dotées de plan de continuité des opérations, le Council collabore avec l'Agence des États-Unis pour le développement international pour remédier à cette situation dans celles de ces entreprises qui se trouvent dans des zones reculées des Fidji. Le Council a également coopéré avec d'autres partenaires pour mettre au point un ensemble d'outils interactifs, consultables en ligne, qui visent à aider les entreprises à renforcer leur résilience face aux catastrophes.

17. Il est essentiel, pour les acteurs extérieurs au secteur privé, de prendre la mesure du potentiel multiforme que présente l'appui de ce secteur, de savoir en tirer le meilleur parti et de jeter les bases d'une coopération avant qu'une catastrophe survienne, en signant des mémorandums d'accord et des contrats à long terme, par exemple. Le Council siège au National Disaster Management Committee (comité national de gestion des opérations en cas de catastrophe), est représenté dans chacun des groupes du National Disaster Management Office (bureau national de gestion des opérations en cas de catastrophe) et travaille main dans la main avec eux pour mettre au point et en œuvre un plan national de résilience face aux catastrophes.

18. À la suite du cyclone tropical Winston, le groupe de téléphonie mobile Digicel a collaboré avec des organismes gouvernementaux à Vanuatu et aux Fidji pour réaliser des enquêtes dans les zones sinistrées. Lorsque ses antennes de téléphonie mobile ont été remises sur pied et en état de fonctionnement, l'opérateur a pu établir le nombre d'utilisateurs de téléphone mobile par antenne et leur faire parvenir un questionnaire pour aider l'État et les acteurs humanitaires à évaluer les besoins. Digicel continue de collaborer avec les États et les autres opérateurs pour alerter et informer la population sur les risques de catastrophe.

19. Après le cyclone tropical Winston, les Fidji ont dépensé des millions de dollars en fournitures de secours, des montants qui auraient pu être utilisés de manière plus efficace par les petites entreprises et les populations locales. Pour éviter de tels gaspillages et une telle inefficacité économique, le Council, en coopération avec le PAM, a recensé les articles de première nécessité dont il fallait disposer après une catastrophe puis interrogé les entreprises sur les stocks moyens qu'elles détenaient de ces articles et les endroits où elles les conservaient. En plus de posséder de larges palettes de compétences, les entreprises locales

comprennent les valeurs et les traditions locales. À l'inverse des acteurs extérieurs, elles peuvent assurer la continuité et entretiennent déjà une relation de confiance avec l'État et la population.

20. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence), donnant lecture de l'une des questions posées par voie électronique, demande comment les acteurs nationaux et locaux peuvent avoir un meilleur accès aux instances de coordination et de décision mondiales telles que le débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social.

21. **M. Besson** (Observateur de la Suisse) dit que son pays collabore avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour faciliter les travaux relatifs au Grand Bargain. S'il n'a pas de réponse à la question posée par l'animatrice, il souhaiterait partager quelques réflexions. L'aide humanitaire ne devrait pas seulement servir à sauver des populations, mais également permettre de sauver leurs institutions, leurs entreprises et leur économie. Pour parvenir à cet objectif plus large, il faut que les mentalités changent. Le système humanitaire a tendance à ne concevoir son action que sous l'angle de l'exécution, au point d'en arriver à parler de « sous-traitant local » plutôt que de « partenaire ». C'est contre-productif. Il devrait englober la société civile, le développement organisationnel, institutionnel et humain, et la préparation et la résilience nationales. Il devrait engager des ressources prévisibles pour que les partenaires locaux puissent lancer des programmes à long terme. Du fait de leurs obligations fiduciaires, les donateurs ont tendance à fuir les risques liés à la prise d'engagements à long terme, mais l'aide humanitaire est une prise de risques. Pour faire naître un sentiment de capacité d'action commune parmi tous les acteurs, les donateurs doivent gérer les rapports de force inégaux de façon à permettre un véritable dialogue. Ils doivent apprendre à mieux écouter.

22. **M. Wang Xu** (Chine) dit que la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les secours d'urgence, pour être efficaces, nécessitent des systèmes de gestion locaux et internationaux, la participation active et l'appui de la société et une bonne gestion de l'action entreprise au niveau local pour réduire les conséquences des catastrophes. À cela doivent s'ajouter des mesures adéquates de renforcement des capacités et de mise au point de matériel, un encadrement solide au niveau local, des dispositifs d'alerte rapide efficaces, des interventions rapides et des opérations de reprise des activités et de reconstruction, ainsi que la coopération internationale et l'échange de données et

d'enseignements issus de l'expérience au niveau international.

23. Le plan mis en place par la Chine pour prévenir les catastrophes naturelles et atténuer leurs effets suppose, au niveau des localités, de cartographier les risques de catastrophe, de renforcer l'élaboration de plans d'intervention en cas de catastrophe ainsi que d'exercices de préparation, d'améliorer le stockage des fournitures de secours et de mieux former les bénévoles. La Chine participera activement au dialogue international sur la coopération ainsi qu'aux efforts déployés par la communauté internationale pour fournir aux pays en développement une assistance accrue pour ce qui concerne les ressources humaines, la formation et les exercices de simulation ou de préparation des situations d'urgence, ainsi que des orientations et des conseils techniques, et pour aider ces pays à renforcer leurs capacités en matière de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et de secours et ainsi améliorer leur résilience.

24. **M. Khane** (Secrétaire du Conseil) dit que la déclaration faite auparavant par la représentante de Kids Educational Engagement Project (KEEP), partenaire d'ActionAid, sera supprimée du compte rendu, l'organisation n'étant pas accréditée.

25. **M^{me} Matsumoto** (Japon) explique que, dans le cadre du programme de subventions aux projets locaux qu'il a mis en place, le Japon accorde une aide financière à des initiatives de terrain dans 120 pays. Les organisations intéressées doivent en faire directement la demande.

26. **M^{me} Gill** (Observatrice de l'Australie) constate que, compte tenu de ce que le Conseil vient d'entendre au sujet de la continuité de la mobilisation du secteur privé local, de l'intérêt que celui-ci a de participer aux efforts déployés en faveur de la résilience et aux fins de la reprise des activités après sinistre et du rôle important que jouent les petites et moyennes entreprises dans la résilience face aux catastrophes, la communauté humanitaire devrait revoir sa conception du secteur privé. Une coopération plus directe avec les partenaires locaux s'accompagne de difficultés relatives au devoir de précaution et à la bonne gestion des ressources. Malheureusement, les donateurs ont tendance à faire peser le risque sur les intermédiaires. Les partenaires locaux devraient avoir la liberté de travailler au maximum de leurs capacités, libérés de la contrainte de devoir se conformer à des prescriptions très strictes.

27. L'Australie prend actuellement des mesures pour coopérer directement avec des ONG locales dans le cadre de partenariats à long terme et non de contrats de sous-traitance. Elle a trouvé des partenaires dignes de

ce nom et cherche désormais à mettre en place des partenariats multiples. Pour que de véritables partenariats voient le jour, il faut que toutes les parties prenantes soient disposées à apprendre et à renforcer leurs capacités.

28. **M^{me} Jackson** (Observatrice de CARE International) souhaite revenir sur la question qui a été posée par la représentante du partenaire libérien d'ActionAid, KEEP, à savoir comment imposer aux organismes des Nations Unies et aux ONG internationales le respect de normes plus strictes en matière de transparence et de responsabilité dans le cadre des engagements qu'ils ont pris au titre du Grand Bargain. La question, en plus d'être d'une grande pertinence, émane de la vice-présidente du conseil de direction du Network for Empowered Aid Response et d'une coopératrice de la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes. L'observatrice souhaiterait également entendre des exemples précis d'actions menées pour chercher à instaurer des partenariats avec des organisations de femmes locales, lesquelles ont encore plus de difficultés à prendre part à la localisation.

29. **M. Kent** (États-Unis d'Amérique) apprécie la franchise de l'Union européenne. Donateurs majeurs, les États-Unis sont confrontés à des problèmes analogues, mais ils n'en sont pas moins résolus à élargir leurs partenariats avec les intervenants locaux et les autorités locales et nationales. S'agissant du transfert de risque, les États-Unis ont coopéré avec InterAction pour mener une étude sur le transfert de risque entre les ONG internationales et les ONG locales, dont il faut prendre toute la mesure pour mener à bien l'entreprise difficile consistant à gérer et définir le risque dans des environnements complexes. Les États-Unis appuient tous les partenariats public-privé susceptibles de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles.

30. **M. Nikoi** [Programme alimentaire mondial (PAM)] indique que le PAM a travaillé sans relâche pour honorer les engagements qu'il a pris en matière de localisation au titre du Grand Bargain et qu'il a déjà transféré aux acteurs locaux un pourcentage des financements bien plus élevé que les 25 % prévus par le pacte. Le PAM exploite actuellement les possibilités offertes par la technologie pour évaluer les besoins au niveau local grâce à son projet d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile. M. Nikoi souhaiterait savoir dans quels secteurs la localisation progresse et dans quels secteurs il reste encore fort à faire.

31. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des

secours d'urgence), donnant lecture de l'une des questions posées par voie électronique, demande, dans un premier temps, comment les politiques familiales et les stratégies d'intervention en faveur de la famille peuvent améliorer l'action humanitaire auprès des familles et réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience de leurs membres et, dans un second temps, comment les donateurs peuvent faire en sorte que des populations souvent invisibles, telles que les femmes, les veuves, les personnes âgées et les personnes handicapées, soient associées à la direction des politiques d'intervention et de l'action menées au niveau local dans le domaine humanitaire. La Secrétaire générale du Croissant-Rouge afghan pourrait peut-être toutefois commencer par répondre à la question qui a été posée sur les mesures visant à instaurer des partenariats avec les organisations locales de femmes.

32. **M^{me} Mobarez** (Secrétaire générale du Croissant-Rouge afghan) explique que la communauté internationale a intensifié son appui à l'Afghan Women's Network, réseau rassemblant des organisations de femmes afghanes et défendant les causes liées à la condition féminine. L'organisation est donc toujours plus à même de fonctionner efficacement sans aide extérieure.

33. Le Croissant-Rouge afghan, qui fait partie du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, fournit des abris aux veuves de guerre et offre une éducation aux orphelins. Il gère également la seule institution du pays accueillant les femmes atteintes d'une maladie mentale.

34. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence) demande à la Directrice générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes ce que les parties prenantes peuvent faire de plus pour honorer les engagements qu'elles ont pris au titre du Grand Bargain.

35. **M^{me} Pariat** (Directrice générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes) explique que la localisation s'articule autour de trois grands axes, à savoir : distribuer plus de fonds aux partenaires locaux ; accroître la participation des organisations locales dans l'évaluation des besoins et la mise au point des interventions ; améliorer la résilience des systèmes locaux et la gouvernance locale en renforçant les capacités. Le premier axe est le plus problématique pour les donateurs, qui sont responsables des risques qu'ils prennent auprès des acteurs locaux et ont donc besoin de tous les renseignements nécessaires pour pouvoir les retenir comme partenaires. Étant donné qu'ils ne peuvent pas se renseigner de façon

approfondie sur des millions d'acteurs locaux sans aide extérieure, ils ont besoin que leurs partenaires traditionnels travaillent de façon plus transparente afin d'effectuer au moins un contrôle préalable des partenaires locaux potentiels. S'agissant du deuxième axe, qui consiste à associer davantage les populations et les acteurs locaux, les signataires du Grand Bargain sont sur la bonne voie et doivent poursuivre leurs efforts pour faire participer les organisations locales à l'évaluation des besoins et à la mise au point des interventions. Pour ce qui est des projets relatifs au troisième axe, la résilience, les donateurs peuvent renforcer le lien entre action humanitaire et développement pour tirer parti des relations qui existent déjà entre les acteurs du développement et les organisations locales et de la plus grande prévisibilité du financement de l'action en faveur du développement.

36. Il est possible de donner plus de visibilité aux populations invisibles en faisant d'elles une priorité du financement de l'action humanitaire. C'est ce que l'Union européenne a fait dans le domaine de l'éducation. En général, elle voit immédiatement dans quelle mesure les questions à l'ordre du jour concernent des populations diverses (pas seulement les femmes et les filles, mais aussi les hommes et les garçons) et elle accordera donc à l'avenir une plus grande attention aux personnes handicapées.

37. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence), donnant lecture de l'une des questions posées par voie électronique, demande comment la communauté humanitaire peut faire en sorte que les populations locales ne soient pas considérées uniquement comme une source de connaissance sur la situation locale, mais également comme étant foncièrement capables de contribuer à améliorer la vie des leurs.

38. **M^{me} Mathlako** (Cheffe des opérations du Département sud-africain des relations internationales et de la coopération) indique que son département travaille directement avec les populations locales. Ainsi, dans le cadre de ses programmes d'aide nutritionnelle, ce sont des femmes locales qui sont embauchées et formées pour préparer la nourriture, ce qui leur permet d'acquérir des compétences qui leur serviront dans leur vie future et de renforcer leur dignité. La plupart des petits exploitants agricoles participant aux programmes du Département sont des femmes et ce dernier a coopéré avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour leur apprendre à lire et à écrire et développer leurs compétences financières. Pour renforcer la résilience de la Namibie face aux futures sécheresses, des

fournisseurs sud-africains creusent des forages en partenariat avec des sous-traitants locaux, qui sont également formés au fonctionnement et à la maintenance des forages. Au Soudan du Sud, les populations locales seront responsables de la distribution et du stockage de la nourriture et, à l'issue d'une formation, de la gestion des projets.

39. Le Président souligne que, premièrement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être au cœur de tous les débats sur les questions humanitaires. Il est indispensable qu'une fois les opérations de secours terminées, les pays et les régions puissent avancer dans la mise en œuvre du Programme 2030. Deuxièmement, dans les régions où l'intégration politique ou économique est effective, l'action humanitaire doit tendre à renforcer les capacités et la résilience au niveau régional. Par exemple, les articles de secours en cas de catastrophe doivent être inventoriés et stockés au niveau régional. Troisièmement, les données et informations portant sur les 50 années précédentes peuvent être utilisées pour dégager des tendances et se préparer à de futures catastrophes. À ce propos, il est regrettable que des problèmes se posent parfois autour de l'accréditation d'un intervenant car la partenaire d'ActionAid a fait une remarque pertinente : il faudrait pouvoir tirer des enseignements du passé et peut-être bénéficier de sa contribution à l'avenir. Quatrièmement, il faudrait étudier de nouvelles solutions de financement, telles que les emprunts obligataires en faveur de la résilience et les mécanismes d'assurance contre les risques de catastrophe. Cinquièmement, dans les situations de conflit, il faut s'employer par tous les moyens à donner aux organisations locales neutres les capacités nécessaires pour jouer un rôle de pivot dans les zones interdites d'accès. En outre, les donateurs devraient proposer des plans d'intervention distincts selon qu'un pays est en situation de conflit ou en paix. Enfin, il arrive que des entreprises détruisent leur production excédentaire pour créer des marchés ou maintenir les prix. Ces entreprises devraient avoir la possibilité de faire don de leurs surplus, qui seraient stockés dans des entrepôts destinés à l'approvisionnement en cas d'urgence. Les organismes humanitaires des Nations Unies pourraient peut-être recenser toutes les entreprises produisant des aliments et des équipements et créer une banque qui recevrait ces dons.

40. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence) demande à la Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council ce qu'elle recommande pour améliorer la coordination avec le secteur privé avant une crise, renforcer la résilience de

ce secteur et tirer profit de ses compétences particulières.

41. **M^{me} Hunter** (Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council) fait remarquer que toute entreprise a un budget et qu'il est donc important de donner aux entreprises une idée des ressources qu'elles doivent prévoir pour survivre à une catastrophe naturelle, d'une part, et pour être en mesure de fournir de l'aide dans une telle situation, d'autre part. De plus, il faut recommander instamment aux entreprises d'obtenir auprès des banques la suspension des intérêts sur les prêts commerciaux de façon à ce qu'elles puissent continuer de payer leurs salariés en cas de fermeture complète. Il faut aussi les encourager à s'assurer contre les catastrophes. Comme ailleurs, un nombre impressionnant de petites et moyennes entreprises des Fidji ne sont pas assurées. Le Disaster Resilience Council a donc permis à l'Insurance Council of Fiji (conseil des compagnies d'assurance des Fidji) de se déplacer dans les entreprises pour y présenter la nécessité de souscrire une assurance et les options envisageables.

42. Il est essentiel de prendre la mesure des forces et des faiblesses du secteur privé avant qu'une catastrophe survienne en établissant les articles que les entreprises ont à disposition, l'endroit où elles les stockent, qui leur donnera les instructions en cas de catastrophe et le rôle qu'elles joueront. Les accords à long terme sont également importants. Tout se résume en deux mots, communication et coopération, aussi est-il indispensable d'avoir un interlocuteur comme le Disaster Resilience Council.

43. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence) demande aux intervenantes de conclure le débat par une dernière réflexion.

44. **M^{me} Hunter** (Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council) fait observer qu'il faut davantage coopérer avec le secteur privé et lui donner plus de visibilité dans tous les domaines de l'aide humanitaire. Le chemin sera long, mais cela vaut la peine de le parcourir. Inviter des représentants du secteur privé à participer au débat consacré aux affaires humanitaires est un premier pas dans la bonne direction.

45. **M^{me} Pariat** (Directrice générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes) rappelle que la coordination, la confiance et un changement d'état d'esprit sont autant d'éléments cruciaux. La communauté humanitaire doit revoir ses pratiques en matière d'aide humanitaire et réévaluer les besoins, qui ne cessent d'évoluer, ainsi que les moyens d'y répondre. Les nouvelles technologies pourraient en

effet permettre de se passer d'intermédiaires ou offrir de nouvelles solutions. La communauté humanitaire devrait aussi s'efforcer de mieux prendre en compte les voix locales dans les premières étapes de la conception de l'intervention et s'efforcer de combler le fossé entre action humanitaire et développement. Enfin, elle doit améliorer la coordination de l'aide humanitaire, ce qui supposerait peut-être de réduire le nombre d'organes de coordination. Pour rationaliser et améliorer la coordination, il est nécessaire que toutes les parties prenantes changent d'état d'esprit.

46. **M^{me} Mathlako** (Cheffe des opérations du Département sud-africain des relations internationales et de la coopération) déclare que son pays, qui n'intervient que depuis peu dans l'espace humanitaire, se réjouit à l'idée de collaborer avec d'autres partenaires de développement. L'Afrique du Sud placera toujours les partenariats, la dignité et la résilience des populations locales au cœur de ses activités de coopération au service du développement.

47. **M^{me} Mobarez** (Secrétaire générale du Croissant-Rouge afghan) fait observer que la résilience est tributaire du développement et qu'il faut donc que l'aide humanitaire repose sur des programmes plutôt que sur des projets. Les activités de formation doivent mettre l'accent sur le développement des compétences utiles aux fins de la transparence et de la responsabilité pour que les partenaires locaux puissent utiliser des outils tels que des solutions de planification des ressources afin d'opérer les changements nécessaires pour renforcer la confiance. Elle a trouvé les débats très instructifs, notamment en ce qui concerne les partenariats public-privé, les assurances contre les risques de catastrophe et les solutions régionales.

48. **M^{me} Mueller** (Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence) déclare que le débat a conforté le Conseil dans l'idée que la mobilisation internationale doit renforcer les systèmes locaux et nationaux et leur rôle moteur dans l'aide humanitaire plutôt que de s'y substituer. L'appui apporté par la communauté internationale doit être adapté au contexte et reposer sur la connaissance des capacités et des insuffisances aux niveaux national et local ainsi que des besoins en matière de renforcement des capacités. Il est vital d'établir des partenariats avec les intervenants locaux avant les crises afin d'évaluer les capacités nécessaires et de les renforcer efficacement, le cas échéant. Il est également essentiel de changer les pratiques en matière de financement, notamment pour favoriser le financement direct des intervenants nationaux et locaux.

49. La communauté humanitaire doit trouver comment mieux s'associer aux efforts déployés aux niveaux local, national et régional et continuer de renforcer les capacités des acteurs locaux au moyen d'une combinaison de mesures à court, moyen et long termes. En définitive, l'efficacité de l'aide internationale ne se mesure pas seulement en nombre de vies sauvées, mais également en niveau de renforcement des capacités et des systèmes locaux et du rôle que jouent les acteurs locaux dans l'action humanitaire.

50. **Le Président** déclare que le Conseil a entendu des exemples concrets de la manière dont les acteurs humanitaires internationaux peuvent mieux appréhender les structures de coordination et d'intervention qui existent aux niveaux national et local avant une crise, ainsi que la manière dont l'African Renaissance and International Cooperation Fund s'est attaché à appuyer la production alimentaire, contribuant ainsi au développement de l'économie à long terme. Le Conseil a appris de l'expérience afghane comment les donateurs et les partenaires internationaux peuvent aider les partenaires locaux et renforcer leurs capacités dans des situations de conflit et combien il importe d'appuyer les associations féminines locales et de leur donner la parole dans les prises de décision. Il a entendu combien il est essentiel que les intervenants internationaux appuient les capacités et les réseaux du secteur privé et y aient recours pour se préparer aux catastrophes et intervenir lorsqu'elles frappent. Enfin, il a entendu l'importance qu'il y a à financer les partenaires locaux et nationaux et à appuyer leurs capacités d'intervention à long terme. Il espère que la table ronde a conduit tous ceux qui y ont assisté à reconsidérer la manière dont la communauté humanitaire peut susciter le changement d'état d'esprit nécessaire pour que les acteurs locaux et nationaux deviennent progressivement les principaux moteurs de l'action humanitaire.

La séance est levée à 12 h 40.